



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2024-054

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-cinq novembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de CHANOS-CURSON, régulièrement convoqué, s'est réuni, en séance publique, à la mairie annexe de CHANOS-CURSON, sous la présidence de **Madame Isabelle FREICHE, Madame le Maire.**

Date de convocation du Conseil Municipal : **18/11/2024**

Date d'affichage : **18/11/2024**

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : **15**

Étaient présents : Isabelle FREICHE, Stéphane FOURNIER, Nicole MUCCHIELLI, Patrick BERTRAND, Sandrine COTTE, Pascal BAUDE, Bruno GRAS-TACHON, Céline DIAN, Fanny BERTO Cindy FOURNIER, Marguerite Marie VEYRAT, Frédérique DI ZAZZO, Pascal FARLIN.

Était absent et représenté : Didier WOLFF absent et représenté par Nicole MUCCHIELLI,

Était absente : Noémie PERSON

Cindy FOURNIER a été désignée secrétaire de séance.

Le nombre de votants est de 14.

Objet : Délibération approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Chanos-Curson

Par délibération en date du 28 juin 2021, le conseil municipal de la commune du Chanos-Curson a prescrit la révision générale de son PLU approuvé le 01 mars 2010 et a fixé les modalités de la concertation.

Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ont été débattues le 19 septembre 2022 en conseil municipal.

Par délibération en date du 18 décembre 2023, le conseil municipal a dressé le bilan de la concertation et arrêté le projet de PLU accompagné de l'évaluation environnementale.

Le projet de PLU arrêté a été notifié à l'ensemble des personnes publiques associées ainsi qu'aux communes limitrophes. Toutes ont émis des avis favorables, parfois assortis de réserves et/ou de recommandations. Les PPA n'ayant pas rendus d'avis, ceux-ci sont réputés favorables.

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels et Agricoles de la Drôme a été consultée et le 22 février 2024 a rendu un **avis favorable** :

- au titre de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers assorti de 2 réserves concernant l'OAP de Conflans : clarifier son périmètre et prévoir une haie anti dérive au pourtour ;
- sur la création des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées avec 3 réserves : clarifier le STECAL Ns1, apporter des compléments de justification sur le logement des saisonniers agricoles, et encadrer davantage le secteur Ae3 ;
- sur le règlement des zones A et N, sans observation.

Le 26 mars 2024, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) a rendu un avis sur le rapport environnemental assorti de 6 recommandations. Un mémoire en réponse a été établi par la commune et porté à la connaissance du commissaire enquêteur et du public lors de l'enquête publique.

La commune a ensuite organisé une enquête publique unique qui portait à la fois sur le projet de révision du PLU et sur la modification du zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales porté par la communauté d'agglomération ARCHEAGGLO. Durant l'enquête publique, qui s'est déroulée du lundi 22 avril 2024 au vendredi 07 juin 2024, 12 observations (hors doublons) concernant le PLU, ont été consignées dans le registre d'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées, donnant un avis favorable sur le projet de révision du PLU, assorti de deux réserves qui ont été levées par la commune (complément des dispositions générales du règlement relatives aux accès sur les voies départementales et amélioration de la visibilité de l'emplacement réservé n°9) et de sept recommandations qui ont été prises en compte.

Les réserves et remarques émises par les personnes publiques associées et les résultats de l'enquête publique ont justifiées des adaptations apportées au projet de PLU arrêté. Toutes les réserves ont été levées (voir tableau en annexe). Certaines observations du public n'ont pu faire l'objet d'une suite favorable compte-tenu du projet communal et du contexte législatif à respecter.

Les modifications ayant donné lieu à des ajustements du PLU après l'enquête publique ne sont pas de nature à remettre en cause ni les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, ni l'économie générale du PLU. Ces modifications sont synthétisées dans le tableau annexé à la présente délibération.

Les membres du conseil municipal de Chanos-Curson ont pris connaissance du projet de Plan Local d'Urbanisme modifié. Le projet de PLU est donc prêt à être approuvé.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-21, L.153-22, R.153-20 et R.153-21,

VU la délibération du conseil municipal de Chanos-Curson en date du 28 juin 2021 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définissant les modalités de la concertation,

VU le débat en conseil municipal en date du 19 septembre 2022 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables,

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Chanos-Curson en date du 18 décembre 2023 qui tire le bilan de la concertation et arrête le projet de PLU,

VU l'arrêté de Mme le maire n°2024-057 en date du 27 mars 2024 prescrivant l'enquête publique portant sur le projet de révision du PLU et la modification du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales,

VU les avis de l'Etat et des autres personnes publiques associées ou consultées,

VU le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur, qui émet un avis favorable assorti de deux réserves et sept observations,

VU l'approbation en date du 12 septembre 2024 par le Conseil Communautaire d'ARCHE AGGLO du dossier de zonage assainissement eaux usées et eaux pluviales de Chanos-Curson ;

VU le projet de PLU qui comprend un rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, les règlements graphique et écrit, et les annexes,

Le Conseil Municipal, appelé à délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **approuve le projet de PLU de la commune de Chanos-Curson, tel qu'il est annexé à la présente,**
- **autorise Madame le Maire à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.**

Conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le dossier du Plan Local d'Urbanisme est tenu à la disposition du Public :

- à la Mairie de Chanos-Curson
- à la Préfecture à Valence.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie de Chanos-Curson durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération sera exécutoire après accomplissement de la dernière des mesures de publicité conformément à l'article L.153-23 du Code de l'Urbanisme ; la date à prendre en compte pour l'affichage en mairie étant celle du premier jour où il est effectué.

Fait et délibéré les jours mois et an ci-dessus.

Au registre sont les signatures.

**Le Maire,
Isabelle FREICHE**



Acte rendu exécutoire après :

- Transmission en Préfecture le 27/11/2024
- Réception en Préfecture le 27/11/2024
- Publication et notification le 27/11/2024

"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."

**TABEAU DE SYNTHÈSE DES MODIFICATIONS APPORTÉES APRES ARRET
SUITE AUX AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES, AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC ET À L'AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Personne publiques associées contributrice	Contenu de l'avis	Modifications effectuées
Etat / Préfecture de la Drôme	Réserve : Afficher la densité d'habitat comme un minimum dans chacune des OAP	Réserve prise en compte : une densité minimale est indiquée ainsi que le nombre de logements attendus dans chacune des OAP.
	Réserve : Compléter le rapport de présentation en apportant des justifications sur l'impossibilité de logements des saisonniers agricoles dans du bâti existant au sein de la commune ou dans les bourgs voisins	Réserve prise en compte : transmission de l'étude menée par la commune d'agglomération sur cette thématique aux services de l'Etat et ajout d'éléments dans le rapport de présentation.
	Réserve : Compléter l'étude hydraulique réalisée sur les secteurs d'OAP n°5 « Sottets - Rue du Champ du Beaume » et d'OAP n°1 « Combarriot - ancienne Tuilerie » par une étude de stabilité des berges afin de permettre une réduction de la bande inconstructible de 20 m de part et d'autre des cours d'eau prévue par le PPRI	Réserve prise en compte : après échange avec les services de l'Etat, application du PPRI dans les OAP
	Recommandation : indiquer l'objectif d'accueil d'habitants par rapport à la date d'entrée en vigueur du PLU (2024-2034).	Modification effectuée dans le PADD modification de la date
Avis favorable	Recommandation : Le PLU pourrait intégrer au PADD des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace pour les activités économiques, touristiques, et pour les équipements publics, bien qu'aucun développement ne soit visiblement souhaité par la municipalité sur ces différents volets.	Modification effectuée dans le PADD
	Recommandation : Faire une OAP sur l'extension sud à Curson	Aucune modification effectuée. La commune n'envisage pas de créer une OAP sur le secteur de Curson qui présente une superficie limitée. De plus, cette demande arrive un peu tard dans la procédure.
	Recommandation : Augmenter la densité de l'OAP Conflans Inscription d'une haie anti dérive dans OAP Conflans et supprimer la mention du périmètre d'étude Faire un bouclage routier dans OAP Conflans	La densité est suffisante au regard de la localisation et de la configuration du parcellaire de cette OAP. L'étude de capacité menée avec l'architecte a montré qu'en restant en R+1 il n'est pas possible d'aller au-delà de la densité imposée pour garantir un cadre de vie de qualité. L'emprise et les caractéristiques de la haie anti dérive imposée sont complétées. Pas de bouclage souhaité ; il y a un talus important et un chemin creux. Ce bouclage n'a pas d'intérêt.
	Recommandation : Distinguer dans le règlement écrit le secteur NS et NS1.	Modification effectuée dans le règlement
	Recommandation : Indiquer le CES dans le règlement pour le STECAL Ae3	Modification effectuée dans le règlement
	Recommandation : Inscrire un espace boisé classé (EBC) ou une protection des espaces boisés, sur les parcelles ZA 52, 53 et 54, ZA 72 et 18, ZA 92 et 93 ;	Inscription en EBC des parcelles ZA 54, 72, 92. Les parcelles ZA 52, 53, 93 sont défrichées et plantées.
	Recommandation : Supprimer la levée d'EBC du parcelles ZB 89 et ZI 92 afin de maintenir la destination boisée de ces parcelles	Maintien des EBC sur ces parcelles.
	Recommandation : Représenter le risque inondation par une trame sur tous les plans de zonage	Modification effectuée dans le règlement graphique
	Recommandation : Faire apparaître le risque lié aux ICPE dans le rapport de	Complément apporté dans le règlement

	présentation		Complément apporté dans le rapport de présentation
	Recommandation : Enrichir le diagnostic sur le sujet de l'ozone		Aucune modification effectuée ; plusieurs itinéraires modes doux ont été inscrits et plusieurs emplacements réservés permettront d'améliorer les modes doux.
	Recommandation : Compléter et améliorer le réseau modes doux notamment aux abords de l'école		Ces points sont en réflexion. La commune pourra l'intégrer dans une procédure ultérieure d'ajustement du document d'urbanisme.
	Recommandation : Enrichir le rapport de présentation par une réflexion sur le développement des énergies renouvelables - Loi APER de mars 2023		Compléments apportés ponctuellement dans le rapport de présentation
	Recommandation : Aborder davantage la question de l'adaptation au changement climatique		Le règlement du PLU autorise sans contrainte la pose de panneaux photovoltaïques sur tout son territoire. La commune ne souhaite pas l'imposer.
	Recommandation : Indiquer que les nouveaux bâtiments doivent prévoir la possibilité d'installer des panneaux solaires ou photovoltaïques en toiture		Modification effectuée au règlement écrit
	Recommandation : Modifier la référence de l'arrêté préfectoral relatif aux coupes et abatages de bois		Modification effectuée au règlement écrit
	Recommandation : Compléter le nombre fixé de logement locatif social dans le règlement par un pourcentage.		Modification effectuée au règlement écrit et au règlement graphique
	Recommandation : Supprimer le changement de destination n°7 (parcelle AC 138)		Zone humide identifiée à l'inventaire du département. Elle est maintenue
	Recommandation : Adapter le tramage zone humide sur la station d'épuration		Pas de modification apportée. Les dispositifs ne sont pas interdits.
	Recommandation : Compléter les OAP par des prescriptions sur les énergies renouvelables		Pas de modification apportée. Ces dispositifs ne sont pas interdits.
	Recommandation : Des parcs à vélo pourraient être prévus dans les OAP pour répondre aux objectifs du PADD de développement des modes alternatifs		Modification effectuée dans les OAP
	Recommandation : Légender les schémas des OAP		Modification effectuée dans l'OAP.
	Recommandation : OAP République : Ajouter le nombre de logements Créer un mode doux		L'espace dédié à un mode doux futur est conservé dans l'OAP mais sa réalisation ne se fera pas à court terme.
	Recommandation : Actualiser dans les annexes le schéma d'assainissement et des eaux pluviales		Modification effectuée
CDPENAF Avis favorable	Réserve : Prévoir des haies anti-dérives sur tout le pourtour de l'OAP Conflans		Modification effectuée
	Réserve : Clarifier le règlement du STECAL Ns1 et l'encadrer de manière adaptée par rapport au projet prévu sur ce secteur		Réserve prise en compte : Modification effectuée
	Réserve : Compléter les justifications sur l'impossibilité de loger les saisonniers par une étude plus large (commune / intercommunalité) Ajouter un seuil en surface de plancher maximum pour compléter le seuil d'emprise au sol prévu sur le secteur Ae4		Réserve prise en compte : fourniture de l'étude menée par la communauté d'agglomération sur cette thématique et ajouts dans le rapport de présentation.
	Réserve : Encadrer davantage les possibilités de construire dans le STECAL Ae3 ou de justifier l'absence de seuil		Réserve prise en compte : Ajout du seuil en surface de plancher maximum
	Réserve : Clarifier dans le règlement l'absence d'autorisations de constructions allant au-delà de celles prévues par l'art. L. 151-11 CU, et de bien classer les zones Ns en sous-secteur indicé et non en STECAL		Réserve prise en compte : Modification effectuée

ARCHE AGGLO Avis favorable	Remarque : Actualiser dans les annexes le schéma d'assainissement et des eaux pluviales	Modification effectuée
	Remarque : la STEP est identifiée en zone humide	Zone humide identifiée à l'inventaire du département. Elle est maintenue
	Remarque : Compléter les OAP pour exiger la création d'un point d'apport volontaire et l'installation d'un site de compostage partagé	Modification effectuée : création d'un point d'apport volontaire pour Confians et Combarriot Tuilerie, et un point compostage juste pour Confians
	Remarque : Envisager un coefficient d'emprise au sol sur la zone d'activité	Remarque non prise en compte : l'intégration d'un CES risque d'interférer avec le coefficient de biotope et complexifier le montage des dossiers d'urbanisme et leur instruction.
	Remarque : Rectifier le règlement pour interdire les piscines en zone Ui	Remarque non prise en compte
	Remarque : Rendre bien visible l'ER 9	Modification effectuée
	Remarque : Imposer un retrait du portail pour permettre le stationnement d'un véhicule en dehors de l'espace public	Modification effectuée
	Remarque : Spécifier que tout besoin de viabilisation supplémentaire au réseau public existant pour la parcelle déjà viabilisée est à la charge du porteur de projet.	Modification effectuée
	Remarque : les bâtiments relevant du régime des installations classées mériteraient d'être repérés sur le zonage.	Remarque non prise en compte car cette donnée est évolutive
	Remarque : Un zonage pourrait faire apparaître sur un document unique l'ensemble des risques (PPR, PPRNi, retrait/gonflement des argiles)	Modification effectuée
Chambre d'agriculture Avis favorable	Remarque : Divers modifications à apporter au règlement pour faciliter l'instruction des autorisations d'urbanisme : définition et précisions	Modifications effectuées
	Réserve : Rendre clairement obligatoire l'implantation d'une haie antidérive continue à l'intérieur des limites de la zone AUo jouxtant l'espace agricole	Réserve levée : modification effectuée
	Réserve : Modifier la définition de l'exploitation agricole dans le règlement	Réserve levée : modification effectuée
	Remarque : Modifier 3 fiches de changement de destination	Modifications effectuées
	Remarque : Corrections d'erreurs (pagination, nomination d'un STECAL...)	Modifications effectuées
	Remarque : Compléter le début de la phrase ainsi : « Les constructions et installations. y compris classées nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles (...) ».	Modification effectuée
	Réserve : Déclassement demandé pour 3,079 ha d'EBC	Réserve levée suite à la réunion PPA. Des EBC sont maintenus et des avis sont réduits en accord avec l'ensemble des partenaires dont les avis étaient divergents voire contradictoires.
INAO Avis favorable	Réserve : Déclassement demandé pour 3,079 ha d'EBC	Réserve levée suite à la réunion PPA. Des EBC sont maintenus et des avis sont réduits en accord avec l'ensemble des partenaires dont les avis étaient divergents voire contradictoires.
CNPF Avis favorable	Pas d'observation particulière nécessitant des modifications	

DEPARTEMENT Avis favorable	Remarque : Compléter les OAP : il pourrait être intéressant de privilégier la performance thermique en précisant des principes d'orientation des constructions en fonction de l'exposition, des vents, d'un nuancier à fort albédo, en autorisant l'installation de masques solaires ou encore la création de façades ou de toitures végétalisées. Le recours aux éco-matériaux pourra également être favorisé.	Modification non prise en compte car les OAP intègrent déjà un nombre de principes.
	Remarque : Corriger la localisation d'une pastille de recul	Modification effectuée
	Remarque : Compléter les articles A.2.2.1 et N 2.2.1 relatifs aux marges de recul à appliquer aux constructions	Modification effectuée
	Remarque : Compléter les articles 3.1.1 pour les accès sur les routes départementales	Modification effectuée
	Remarque : Prise en compte des zones d'accélération conformément aux dispositions de la loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables du 10 mars 2023	La réflexion communale et intercommunale sur ce point n'est pas avancée pour la prendre en compte dans ce PLU.
	Remarque : Compléter la fiche n°3 du changement de destination, concernant l'accès sur la RD259	Modification effectuée
SCOT du Grand ROVALTAIN Avis favorable	Remarque : Afin de préserver la zone de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable future, il est nécessaire de la prendre en compte dans le PLU en intégrant des prescriptions sur la préservation des ressources en eau stratégique	Modification effectuée : délimitation sur le plan de zonage et ajout d'une règle écrite
	Remarque : Compléter OAP Conflans par rapport au traitement paysager des limites est et nord-est située en interface avec l'espace agricole	Modification effectuée
	Remarque : Faire un schéma de principe matérialisant plus finement les orientations pour l'OAP des Sottets	Modification non réalisée car la commune souhaite permettre une souplesse dans l'aménagement de ce site
Union des HLM Avis favorable	Remarque : Poursuivre la diversification des formes urbaines afin de permettre la réalisation de logements de type intermédiaire ou collectif	Modification non réalisée car la commune estime que les OAP présentent déjà des formes d'habitat diversifiées. Il n'y a pas lieu d'imposer du collectif.
	Remarque : Drôme Aménagement Habitat pour l'Union des HLM préconise la description concrète du coefficient de biotope par l'ajout d'un exemple chiffré de manière à gagner en compréhension et pédagogie.	Modification effectuée et adaptation du coefficient de biotope en conséquence

Toutes les observations relatives à la correction d'erreurs, des corrections de forme sans influence sur le fond, ont été prises intégrées dans le PLU.

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Personne	Contenu de l'avis	Modifications effectuées
Mmes ARSCOTT COLLANGE	Opposition au projet proposé secteur de Combarriot (riverain) attachement aux espaces libres + risque aggravation du ruissellement + projet trop dense.... Demande : jardin public, commerce, places de stationnement	Maintien de cette zone. Ce projet respecte les orientations générales du Scot et des lois de règlementations en vigueur. Cette OAP permettra d'accueillir de nouveaux habitants sur la commune. Cette OAP respecte le recul de 20 m du PPRI le long du Combarriot. En outre, ce projet permet de ne pas s'étendre sur les terres agricoles.
Mme DA COSTA / VOSSIER	Souhaite création d'un STECAL sur la partie de son terrain occupée par des constructions "a minima depuis la haie de cyprès sur toute la longueur jusqu'aux bungalows, ce qui fait une bande et correspond à l'occupation de l'activité existante (5000 m2).	L'implantation de mobil home n'a pas fait l'objet à ce stade d'un permis d'aménager. Les bâtiments existants sont repérés comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination. Cette possibilité existait déjà dans le PLU actuel et n'a pas été mobilisée par les propriétaires. La création d'un STECAL limité à l'emprise des HLL pourrait être étudiée dans une démarche de régularisation de cette activité qui nécessiterait la présentation d'un véritable projet et une modification du PLU avec avis de la CDPENAF. Le développement d'une activité d'hébergement touristique en pleine zone agricole doit faire l'objet de prescriptions particulières pour limiter les conflits d'usage.
Mrs COMBIER Laurent MACHON Nicolas, TARDY François VEYRAT Laurent	Demande de déclassement d'EBC en zone d'appellation CROZES HERMITAGE	Au vu des avis contradictoires des PPA sur ce thème, la commune, qui soutient une position médiane, a proposé de revoir ce sujet dans le cadre d'une réunion des PPA avant arrêt définitif du projet. Une position a été validée avec les partenaires pour : <ul style="list-style-type: none">- Maintenir certains EBC- Réduire certains EBC- Rétablir certains EBC
Mr DIAZ	Inquiétude sur les ruissellement Conflans mais pas de demande particulière	Rappel que c'est la raison pour laquelle la commune et Arche Agglo ont engagé des études sur l'assainissement des eaux pluviales pour pouvoir prendre toutes les dispositions nécessaires et les introduire au PLU. Toutefois la configuration de la commune en pied de coteau demeure tout comme le dérèglement climatique.
Mme FANGIER	Demande de compréhension du mode de calcul du coefficient de biotope	Ajouter un schéma illustratif des différentes surfaces prises en compte dans le calcul du coefficient.
Mme POCHON	Classement des parcelles AC302 et 303 en zone A au lieu de N Réfute la qualification de pelouse sèche Demande que les bâtiments situés de part et d'autre du chemin de la DAME et ceux au sud de l'ancien canal soient également identifiés comme élément du patrimoine Classement en A de la parcelle AC 238 classée en N et EBC	<ul style="list-style-type: none">- Maintien en zone naturelle. C'est une prairie/pelouse avec quelques arbres. Ce n'est pas cultivé et il y a une continuité logique sur le coteau avec un mixte de milieu boisés, des parcs/jardins et des prairies. Le règlement de la zone naturelle n'interdit pas l'exploitation du verger. Les PLU n'ont d'ailleurs pas la faculté de règlementer la nature des plantations.- Vérification auprès de l'écologue qui confirme la présence de pelouse sèche- Les maisons visées ne présentent pas de caractéristique patrimoniale- Point sommital a été déjà fortement impacté par les défrichements. Le classement en zone Naturelle se justifie par rapport à l'occupation de la parcelle (boisée) et EBC se justifie par la continuité de boisements sur les parcelles limitrophes. A noter que ce secteur de la commune est également un lieu de promenade : point de vue sur la plaine et accès aux trois croix.

Mr POCHON	<ul style="list-style-type: none">- Classement en A parcelle AC294 plantée en vignes au lieu de N- Changement de destination sur le château (AC 311) classé en zone A. Sur 3 étages, un seul est occupé (le rez-de-chaussée) et il voudrait que les étages libres puissent être habités.- Opposition à l'élargissement du chemin des Pierres- Demande des EBC À Font Cotes- Ripisylve déboisée le long de la Veaune- Autres points	<ul style="list-style-type: none">- Le règlement de la zone N n'interdit pas l'exploitation agricole et ne réglemente pas les plantations- Un changement de destination du château ne peut pas être décidé à ce stade de la procédure. Étant siège d'exploitation, il ne faut pas compromettre l'activité agricole. En cas de projet agricole, il pourra être présenté à la commune afin qu'un STECAL puisse être éventuellement intégré au PLU par modification et après avis de la CDPENAF.- L'emplacement réservé du chemin des Pierres permettra de sécuriser la circulation piétonne et des deux roues et ainsi renforcer les mobilités douces.- L'outil EBC à Font-Cotes n'est pas adaptés à des jardins- Projet EBF sur la Veaune porté par ArcheAgglo- Doublement avec observations de Mme Pochon
TRAPIL	<ul style="list-style-type: none">- Demande dans toutes les zones traversées par l'oléoduc, que le PLU intègre la disposition suivante : "les installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune".- Ajouter la disposition réglementaire suivante : en application des dispositions du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'Environnement (partie réglementaire) et depuis le 1er juillet 2012, pour tous les travaux situés dans une bande de 50 mètres de part et d'autre de la canalisation, la consultation du guichet unique	Modifications effectuées
M. GARNIER	Incohérence du projet d'urbanisation du projet FONT-CÔTE/MIRONNAISE et risques résultant des ruissellements et des inondations.	L'OAP sur FONT-CÔTES/MIRONNAISE a pour objectif de maîtriser fortement l'urbanisation de ce secteur et évite toute densification trop importante. De plus, le zonage pluvial qui vient d'être intégré au PLU rend obligatoire l'infiltration.
M. BARDONNNECHE VALRIM	Demande un classement en zone constructible parcelle ZD 116 pour projet	Avis défavorable
M. MANOUKIAN MAITRE ROBERT VEDIE	Demande d'encadrer la hauteur des ouvrages d'intérêt collectif en UC et les supprimer en AUo et interdire les éoliennes en A	Modifications effectuées en partie : -Une hauteur maximum de 12 m a été inscrite pour les ouvrages y compris dans les zones Uc et Ud -Sur la zone AUo : retrait des dérogations figurant au règlement puisqu'aucun ouvrage de grande hauteur n'est prévu sur ce site. -A ce stade de l'étude, il n'est pas possible de créer un zonage spécifique pour cette zone A.